La fabrication étatique de l'indignité

Vincent Geisser

► To cite this version:

Vincent Geisser. La fabrication étatique de l'indignité. Migrations Société, 2021, N°184, pp.3 - 10. 10.3917/migra.184.0003 . halshs-03494968

HAL Id: halshs-03494968

<https://shs.hal.science/halshs-03494968>

Submitted on 3 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA FABRICATION ÉTATIQUE DE L'INDIGNITÉ

Ou comment la France organise l'exclusion professionnelle des demandeurs d'asile

[Vincent Geisser](#)

Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales | « [Migrations Société](#) »

2021/2 N° 184 | pages 3 à 10

ISSN 0995-7367

DOI 10.3917/migra.184.0003

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2021-2-page-3.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales.

© Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La fabrication étatique de l'indignité

Ou comment la France organise l'exclusion professionnelle des demandeurs d'asile

Vincent GEISSER

En 2020-2021 ont été publiés deux rapports traitant de la question de l'insertion professionnelle des demandeurs d'asile et des réfugiés en France : le premier, produit par la Commission des finances de l'Assemblée nationale¹, le second par le *Jesuit Refugee Service* (JRS France)². De prime abord, on pourrait penser qu'il s'agit d'un débat purement juridique et technique, voire secondaire. En somme, le droit au travail des réfugiés et, plus spécifiquement, des demandeurs d'asile, ne serait qu'une dimension mineure de la réforme de la politique d'accueil des migrants en France. Cependant, à y regarder de plus près, c'est une question centrale qui interpelle à la fois nos conceptions philosophiques et sociétales de l'hospitalité³, mais aussi notre capacité à faire de l'« Autre » un membre à part entière du corps social au-delà des registres de l'assistanat, de la charité et de la bienfaisance⁴.

Les pionniers de la cause des réfugiés en France avaient d'ailleurs compris cette centralité de la question de l'insertion professionnelle des demandeurs d'asile, considérant qu'elle ne pouvait être dissociée des autres aspects existentiels de leur parcours dans le pays d'accueil. D'entrée, comme le rappelle Sylviane de Wangen, co-fondatrice avec son

1. BARROT, Jean-Noël ; DUPONT, Stella, *Rapport d'information relatif à l'intégration professionnelle des demandeurs d'asile et des réfugiés*, déposé par la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 23 septembre 2020, 119 p., https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_fin/15b3357_rapport-information.

2. JESUIT REFUGEE SERVICE, *Bien accueillir les réfugiés et mieux les intégrer. Valorisation des compétences, formation, travail. Pour une politique alliant droit et efficacité, harmonisée au niveau local et européen*, 13 avril 2021, 53 p., <https://www.jrsfrance.org/reussir-laccueil-et-lintegration-des-refugies-en-france/>. Le *Jesuit Refugee Service* est une organisation catholique internationale d'inspiration jésuite qui a pour mission d'accompagner, servir et défendre les droits des réfugiés et personnes déplacées. Elle a été fondée en 1980. JRS France, la branche française de l'organisation, est une association loi 1901, reconnue d'intérêt général, créée en 2009.

3. BOUDOU, Benjamin, "Éléments pour une anthropologie politique de l'hospitalité", *Revue du MAUSS*, n° 40, 2^{ème} semestre 2012, pp. 267-284.

4. BREJON DE LAVERGNÉE, Matthieu, "Une politique sans État ? Charité catholique et régulation de la pauvreté à Paris au XIX^e siècle", *Genèses*, n° 109, 4^{ème} trimestre 2017, pp. 9-31.

époux de l'association France terre d'asile (FTDA)⁵, le droit au travail devint l'une des revendications majeures des militants de la solidarité avec les réfugiés : « *La troisième idée [des fondateurs de France terre d'asile] portait sur l'accueil, entendu comme visant à l'insertion des réfugiés dans la société d'accueil. Que signifie ici le mot insertion ? Pour FTDA c'était la participation pleine et entière des réfugiés à la vie économique, sociale, culturelle, politique, du pays d'accueil en apportant leur personnalité et leur histoire* »⁶. Dans cette perspective, ils firent pression sur les autorités françaises, notamment auprès des préfets, afin que les demandeurs d'asile soient autorisés à exercer une activité professionnelle dès les premières semaines de leur présence sur le territoire : « *Le problème du droit au travail pour les réfugiés dont le dossier de demande du statut était en cours d'examen a fait l'objet de démarches incessantes de FTDA depuis sa création. Même si le récépissé de demande de titre de séjour délivré aux réfugiés par la préfecture portait la mention 'pour démarches MOE' [main-d'œuvre étrangère], et malgré plusieurs circulaires précisant que la situation de l'emploi ne leur était pas opposable, les dispositions officielles étaient mal comprises et mal appliquées dans les services des préfectures. Il a fallu attendre 1977 pour que soit officialisée l'autorisation provisoire de travail pour les demandeurs d'asile dès lors que leur demande avait été déposée auprès de l'OFPPA* »⁷.

Or, cinquante ans après la création de France terre d'asile (décembre 1970-janvier 1971) par les pionniers de la cause des réfugiés, qui sont aussi les inspirateurs des politiques publiques d'accueil⁸, le droit au travail des demandeurs d'asile a largement régressé. Il apparaît même aujourd'hui menacé. Sur ce point, les auteurs des deux rapports précités (Assemblée nationale et *JRS France*) sont unanimes pour pointer les conséquences fâcheuses d'une telle situation qui « *met la France à la traîne dans l'Union européenne, [et] est contraire au droit européen qui impose un accès effectif au marché du travail. L'absence d'accès effectif au marché du travail, combiné à l'absence de proposition de logement pour plus de la moitié des demandeurs d'asile et au retrait des conditions matérielles d'accueil de nombreuses personnes placées sous procédure Dublin porte atteinte à la dignité de la personne et aux droits fondamentaux.* »⁹. Cette exclusion de facto du marché du

5. DE WANGEN, Gérold, "Les débuts de France terre d'asile", *Hommes et migrations*, n° 1198-1199, mai-juin 1996, pp. 94-95.

6. DE WANGEN, Sylviane, "L'accueil des réfugiés en France de 1952 à 1983. Genèse de la prise en charge par l'État de l'accueil des réfugiés vue à partir de la création de France terre d'asile", *Migrations société*, vol. 28, n° 165, juillet-septembre 2016, pp. 55-73 (voir p. 65).

7. Ibidem (voir p. 69).

8. Il n'est pas exagéré d'affirmer que ce sont des militants humanistes qui ont posé les bases des premières politiques publiques d'accueil des réfugiés en France. Il est vrai qu'ils appartenaient majoritairement aux classes supérieures à fort capital culturel et avaient une longue expérience historique de luttes dans la Résistance française et les mouvements anticoloniaux.

9. JESUIT REFUGEE SERVICE, *op. cit.* (voir p. 7).

travail a des conséquences graves non seulement sur la situation sociale et financière des demandeurs d'asile, mais aussi sur leur état psychologique¹⁰ qui conduit à une dégradation de l'image de soi et à un sentiment profond d'indignité et d'inutilité, dont les effets se font encore ressentir plusieurs années après : *« Contraints à l'inactivité, la vie des hommes et des femmes demandeurs d'asile est marquée par l'attente. Pour ceux que l'État prend en charge dans ces structures dédiées à l'hébergement et à l'accompagnement pendant la procédure d'asile, la dilatation du temps s'articule à une rétraction de l'espace. Mise en attente et mise à l'écart ont des effets concrets sur le corps de ces étrangers au statut juridique précaire qui se trouvent dans un présent marqué par l'ambiguïté de leur situation, dans ces centres qui oscillent entre l'assistance et le contrôle »*¹¹.

La directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale est pourtant claire sur ce point. Elle encourage directement les États membres, dont la France, à garantir l'accès des demandeurs d'asile au marché du travail afin de leur permettre de vivre dignement dans l'attente de la décision finale et de créer ainsi les conditions favorables à leur insertion future dans la société d'accueil : *« Les États membres veillent à ce que les demandeurs aient accès au marché du travail dans un délai maximal de neuf mois à compter de la date d'introduction de la demande de protection internationale lorsque aucune décision en première instance n'a été rendue par l'autorité compétente et que le retard ne peut être imputé au demandeur. Les États membres décident dans quelles conditions l'accès au marché du travail est octroyé au demandeur, conformément à leur droit national, tout en garantissant que les demandeurs ont un accès effectif à ce marché »*¹². Dans les faits, et malgré sa transcription dans le droit français, la circulaire n'est toujours pas appliquée, l'accès des demandeurs d'asile au marché du travail étant quasiment impossible, sinon rendu très difficile, comme le constatent les rapporteurs de l'Assemblée nationale : *« L'accès des demandeurs d'asile au marché du travail et à la formation est aujourd'hui possible en droit mais peu effectif en fait »*¹³. Et les auteurs du rapport du JRS France ajoutent que *« ce manque d'accès effectif fait que la presque totalité des demandeurs d'asile n'obtienne pas d'autorisation de travail. Or, dans les autres pays de l'UE, l'autorisation de travail est automatique ou presque »*¹⁴. À cet égard, la

10. JAN, Olivier, "Bienvenus en France ? La précarité des demandeurs d'asile en France vue depuis la fenêtre d'un psychologue en Équipe mobile psychiatrie précarité", *VST - Vie sociale et traitements*, n° 120, 2013, pp. 72-75.

11. KOBELINSKY, Carolina, "Des corps en attente. Le quotidien des demandeurs d'asile", *Corps*, n° 10, 2012, pp. 183-192.

12. Texte de la circulaire consultable à l'adresse suivante : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/ALL/?uri=CELEX:32013L0033>

13. BARROT, Jean-Noël ; DUPONT, Stella, *op. cit.* (voir p. 60).

14. JESUIT REFUGEE SERVICE, *op. cit.* (voir p. 11).

France fait figure de mauvaise élève de la classe européenne en matière d'insertion professionnelle et d'accès à la formation des demandeurs d'asile.

Toutefois, contrairement à une idée reçue, il ne s'agit pas d'une évolution récente qui s'expliquerait principalement par le tournant sécuritaire de la politique française d'immigration à l'horizon des années 2000¹⁵. Les autorités françaises ont toujours développé un rapport ambivalent à la question de l'accès à l'emploi des demandeurs d'asile, considérant que, certes une activité salariée leur permettrait de ne pas dépendre entièrement des aides publiques pour leur survie (mettre fin à la logique de l'assistanat) mais qu'elle constituait aussi un risque objectif de les « fixer » définitivement sur le territoire français. En somme, sur le long terme, les différents gouvernements français ont davantage traité les demandeurs d'asile comme des « futurs déboutés » que comme des réfugiés, encouragés à s'installer durablement et à participer activement à la vie sociale. Les raisons de cette ambivalence sont donc à la fois plus anciennes et plus profondes, révélatrices du « paradigme sécuritaire » qui structure la politique française d'immigration des différents gouvernements et ce, quelle que soit la tendance politique. C'est d'ailleurs un gouvernement de gauche qui assènera, en 1991 (circulaire Cresson)¹⁶, le coup de grâce au droit au travail des demandeurs d'asile, le rendant ineffectif : « *Il faut noter qu'il s'agit d'une impossibilité pratique de travailler et non d'une interdiction formelle. La circulaire institue à l'encontre des demandeurs d'asile l'« opposabilité de la situation de l'emploi », expression qui cache une préférence nationale et européenne. La circulaire exige par ailleurs que le demandeur d'asile soit entré régulièrement sur le territoire national* »¹⁷. Cette gestion restrictive et dissuasive du droit au travail des demandeurs d'asile n'a cessé d'être renforcée au fil des années jusqu'à récemment, en 2015, où elle a connu une nouvelle inflexion sécuritaire. En effet, la loi n° 2015-925 du 29 juillet 2015 relative à la réforme du droit d'asile introduit une nouvelle condition, selon laquelle l'autorisation de travail doit être accordée avant la décision de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Plus récemment, la loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018 « pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie », conforte les dispositions précédentes, soumettant l'accès des demandeurs d'asile au marché du travail à des conditions

15. AKOKA, Karen ; SPIRE, Alexis, "Pour une histoire sociale de l'asile politique en France", *Pouvoirs*, n° 144, janvier 2013, pp. 67-77 ; WIHTOL DE WENDEN, Catherine, "Crise des migrations ou crise des politiques d'asile et ses effets sur les territoires d'accueil", *Hommes et migrations*, n° 1323, octobre-décembre 2018, pp. 23-29.

16. Circulaire du 26 septembre 1991 relative à la situation des demandeurs d'asile au regard du marché du travail, voir : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000539042>.

17. KOBELINSKY, Carolina, "Accueil ou contrôle ?", *Plein droit*, n° 105, juin 2015, pp. 14-17 (voir p. 17).

restrictives : l'accès au marché du travail peut être autorisé au demandeur d'asile lorsque l'OFPPA n'a pas statué sur la demande d'asile dans un délai de six mois suivant l'enregistrement de la demande d'asile¹⁸. Au final, comme le relèvent les rapporteurs de l'Assemblée nationale, *« l'accès au marché du travail des demandeurs d'asile est donc restrictif et subordonné à une procédure administrative spécifique. Par ailleurs, aucune disposition n'incite les demandeurs d'asile à rechercher une activité salariée. Les demandeurs d'asile ne peuvent ainsi pas s'inscrire à Pôle emploi dans les conditions de droit commun et ne sont pas autorisés à percevoir une allocation d'aide au retour à l'emploi même s'ils ont suffisamment cotisé pour cela »*¹⁹.

Par ailleurs, les chercheurs et les experts confirment que cette évolution tend de plus en plus à créer une « nette distinction », voire une « scission »²⁰ entre demandeurs d'asile et réfugiés, qui font l'objet d'une prise en charge sociale et d'un traitement institutionnel différenciés : *« L'accès au marché du travail et à la formation des demandeurs d'asile s'inscrit dans un cadre juridique différent de celui des réfugiés. Si les demandeurs d'asile disposent d'un accès restreint et peu incitatif au marché du travail et à la formation, les bénéficiaires d'une protection internationale disposent d'un accès au marché du travail et à la formation comparable à celui des autres étrangers non communautaires »*²¹.

Pour justifier cette politique « distinctive » — pour ne pas dire « discriminatoire » —, les pouvoirs publics se réfugient derrière la vraie-fausse théorie de l'appel d'air²², selon laquelle l'assouplissement des règles d'accès au marché du travail se traduirait immédiatement par un afflux massif de migrants, lesquels profiteraient de la procédure de demande d'asile pour se fixer définitivement sur le territoire français. Cette théorie relève très largement d'un diagnostic biaisé, peu étayé par des chiffres et des données statistiques : *« L'argument de l'appel d'air est invoqué, depuis des années, pour justifier le refus de prendre les mesures nécessaires à l'accès des demandeurs d'asile au marché du travail et de mettre en conformité la loi avec les droits fondamentaux européens. Or, à la question posée d'une augmentation possible du nombre de demandeurs d'asile du fait d'un accès facilité au travail, les États répondent, dans les enquêtes de la Commission européenne, que cela n'a eu aucune influence ou qu'ils ne peuvent pas l'observer. Ainsi, presque tous les pays de l'Union européenne ont souligné les nombreux*

18. Texte de la loi "pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie", consultable sur <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000037381808>.

19. BARROT, Jean-Noël ; DUPONT, Stella, *op. cit.* (voir p. 19).

20. KOBELINSKY, Carolina, "Accueil ou contrôle ?", art. cité (voir p. 14).

21. BARROT, Jean-Noël ; DUPONT, Stella, *op. cit.* (voir p. 7).

22. LÈBRE, Jérôme, "« Appel d'air », attractivité libérale et inhospitalité absolue", *Lignes*, n° 60, octobre 2019, pp. 15-38.

avantages d'un accès effectif au travail pour les demandeurs d'asile au niveau législatif et des politiques publiques et l'ont mis en place »²³.

En effet, la France semble aller à contre-courant de la plupart des États membres de l'UE qui permettent aux demandeurs d'asile d'accéder, dès les premières semaines de leur séjour, au marché du travail. À ce niveau, au-delà des registres humanitaire et philanthropique peu susceptibles de convaincre des gouvernants prompts à jouer sur les fantasmes migratoires, les auteurs des rapports de l'Assemblée nationale et du JRS France tentent de dresser une liste des « avantages comparatifs » de ce qui serait une politique volontariste d'insertion et de formation professionnelles des demandeurs d'asile. C'est d'ailleurs l'un des principaux mérites de ces deux rapports que de s'inscrire moins dans une critique radicale de la politique d'asile que de tenter de convaincre les dirigeants français sur leur propre terrain, c'est-à-dire en les confrontant à leur argumentation libéralo-sécuritaire (efficacité et contrôle).

D'abord, cet accès précoce des demandeurs d'asile au marché du travail permettrait de combler le déficit de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs qui se sont avérés cruciaux durant la crise sanitaire de 2020-2021 : « Avec des autorisations temporaires de séjour et des autorisations de travail limitées à des délais très courts, les demandeurs d'asile vont travailler là où la main-d'œuvre manque. Une étude de la Commission européenne établit que les migrants participent à un très haut degré dans les secteurs clés qui ont maintenu leur activité lors du premier confinement, notamment dans : le domaine agricole, de la santé, ou du nettoyage »²⁴.

Ensuite, il contribuerait à rompre avec la logique purement « assistancielle », tant dénoncée par les forces conservatrices et l'extrême droite (les réfugiés coûteraient cher à la collectivité nationale)²⁵, en faisant des demandeurs d'asile de véritables actifs, même pour de brèves périodes : « Les bénéfices pour l'économie peuvent s'évaluer à court terme. Au lieu de recevoir une allocation, les demandeurs d'asile pourraient travailler et payer des impôts »²⁶.

Mais c'est aussi dans les secteurs de pointe sur le plan technologique que l'application effective du droit au travail des demandeurs d'asile pourrait s'avérer précieuse pour dynamiser les économies européennes, comme l'Allemagne l'a expérimenté ces dernières années avec le recrute-

23. JESUIT REFUGEE SERVICE, *op. cit.* (voir p. 13).

24. Ibidem.

25. LE PEN, Marine, « Loi sur l'asile : la situation est chaotique mais on accélère encore ! », communiqué du 16 juillet 2015 : <https://rassemblementnational.fr/communiqués/loi-sur-lasile-la-situation-est-chaotique-mais-on-accelere-encore>.

26. JESUIT REFUGEE SERVICE, *op. cit.* (voir p. 13).

ment d'ingénieurs syriens²⁷ et, d'une manière générale, de demandeurs jouissant d'un très haut niveau d'éducation : « *En dehors de ces emplois essentiels, les emplois du futur peuvent aussi être anticipés : ceux dans les nouvelles technologies et ceux issus de la reconversion à une économie verte en particulier. Les demandeurs d'asile repérés et formés pour ces emplois seraient en mesure d'apporter tout leur potentiel dans la société hôte comme dans leur pays d'origine s'ils doivent y retourner* »²⁸.

De plus, l'obtention d'emplois déclarés serait une manière de lutter plus efficacement contre le « travail au noir » et toutes les formes d'exploitation qui prospèrent très largement sur la situation de précarité économique et d'insécurité sociale des demandeurs d'asile : « *Couplée à l'allongement des délais d'instruction, produit d'une procédure inadaptée à la demande, l'interdiction de travailler rend l'attente des demandeurs d'asile en France synonyme de 'survie'. En les autorisant à séjourner en France sans leur offrir les moyens d'être pris ou de se prendre en charge légalement, l'État français les invite quasi officiellement à travailler au noir* »²⁹.

Enfin, toutes les études réalisées par des chercheurs et des experts à l'échelle européenne et internationale³⁰ tendent à montrer que l'accès précoce des demandeurs d'asile au marché du travail constitue une garantie d'intégration professionnelle réussie sur le long terme, permettant aux réfugiés de devenir des actifs comme les autres. Là aussi, les rapporteurs de l'Assemblée nationale et du JRS France évoquent des expériences étrangères qui mettent en évidence l'intérêt d'une insertion des demandeurs d'asile dès les premières semaines de leur présence dans le pays d'accueil : « *un accès anticipé à l'emploi favorise l'intégration des intéressés dans la société une fois qu'ils ont obtenu le statut de réfugié et réduit le montant des dépenses publiques* »³¹.

Au-delà de ces arguments que l'on pourrait trouver trop « utilitaristes », c'est aussi la question de la dignité des demandeurs d'asile qui est

27. WISSMANN, Nele K., "Les réfugiés en Allemagne : plus de chances que de risques ? Ou : plus de risques que de chances ? ", *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 216, juillet 2016, pp. 16-19. Sur le cas des ingénieurs syriens réfugiés en France, voir : BAUMARD, Maryline, "De l'opposant politique à l'ingénieur, le profil des réfugiés syriens évolue", *Le Monde*, 25 septembre 2015, https://www.lemonde.fr/immigration-et-diversite/article/2015/09/26/de-l-opposant-politique-a-l-ingenieur-le-profil-des-refugies-syriens-evolue_4772832_1654200.html.

28. JESUIT REFUGEE SERVICE, *ibid.*, p. 13.

29. RODIER, Claire ; VALLOIS, Élise, "Quel asile en France ? (un guide)", *Vacarme*, n° 25, automne 2003, pp. 106-107 (voir p. 107).

30. Les rapporteurs de l'Assemblée nationale citent notamment l'étude économétrique menée par Jens HAINMUELLER, Dominik HANGARTNER et Duncan LAWRENCE, "When Lives are put on hold: Lengthy Asylum Processes Decrease Employment among Refugees", *Science Advances*, August 2016, Vol. 2, No. 8, pp. 1-7, <https://advances.sciencemag.org/content/2/8/e1600432>.

31. BARROT, Jean-Noël ; DUPONT, Stella, *op. cit.* (voir p. 42).

posée, ces derniers étant souvent en proie à toutes sortes d'humiliation, d'exploitation et de répression, sans parler des situations de racisme et de xénophobie auxquelles ils sont régulièrement confrontés. Certes, l'accès précoce à l'emploi ne résout pas toutes les difficultés mais il permet au moins aux demandeurs d'asile de (re)-conquérir un statut social, économique et symbolique en devenir, qui fait d'eux des acteurs légitimes tant vis-à-vis de la société d'accueil qu'à l'égard de la société de départ dans laquelle ils ont souvent vécu des situations traumatiques (stigmatisation, répression, torture, déportation, etc.). En apparence technique, voire anecdotique, ce débat sur l'intégration professionnelle des demandeurs d'asile nous interroge collectivement sur l'avenir de notre démocratie française et sa capacité à se réformer, comme le soulignent très justement dans leur avant-propos les auteurs du rapport du JRS France : « *Le propre d'un État démocratique est le fait d'être capable de se remettre en question. Une réflexion critique du système de droit vis-à-vis des droits fondamentaux et du respect de la dignité humaine est un impératif vital. À défaut, le risque est de s'en éloigner insensiblement et donner place à des systèmes bureaucratiques, voire autoritaires, qui minent les efforts en matière d'inclusion et de 'vouloir vivre ensemble'* »³². De ce point de vue, le droit au travail des demandeurs d'asile ne relève pas uniquement du registre humanitaire qui viendrait soulager temporairement notre mauvaise conscience européenne. Bien plus, il constitue un acte de résistance à la fabrication étatique de l'indignité qui tend à toucher aujourd'hui toutes les catégories de citoyens.

Marseille, le 3 juin 2021

32. JESUIT REFUGEE SERVICE, *op. cit.* (voir p. 6).